

Congrès du Parti de la Gauche Européenne Malaga du 13 au 15 décembre 2019. Intervention du Secrétaire général de République et Socialisme.

Cher(e)s Camarades,

Les français vivent en ce moment un évènement hors du commun : notre Président de la République a décidé de faire leur bonheur, le bonheur de tous les français sans exception : les jeunes, les vieux, les agriculteurs, les hommes, les femmes, les fonctionnaires, les salariés du privé, les artisans, les commerçants...les patrons, surtout les patrons d'ailleurs... !

Le bonheur oui mais comment ?

Dans un domaine qui concerne tout le monde près ou de plus loin : l'assurance de la retraite vieillesse. Il a donc décidé de supprimer notre régime d'assurance retraite devenu à ses yeux compliqué, inadapté, trop coûteux, « inéquitable »... et de le remplacer par un système de retraite par points, avec un départ en retraite à 64 ans, seuls susceptibles d'apporter le bonheur à tous : bref, en quelque sorte, « du passé faisons table rase »...

Les français sont d'abord très étonnés car ils n'avaient rien demandé en ce domaine, sinon une revalorisation normale du montant des pensions dont le pouvoir d'achat a considérablement baissé depuis plus de 10 ans. Cela dit, le système actuel leur convient et les prétendues injustices des 42 régimes (6 % du nombre des retraités, contre 94 % au régime général !) n'a jamais excité de grosses jalousies hors des propos de comptoir. En outre, la plupart de ces régimes dits « spéciaux » sont en voie d'extinction faute de combattants ou en voie d'absorption par le régime général !

En outre, les avantages spécifiques (SNCF) relèvent de conventions collectives ou de spécificité professionnelles.

Quant à l'équilibre financier de système, selon les rapports officiels, si les dépenses restent stables, les recettes ont stagné, sinon baissé, notamment par le biais des exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires.

Alors, quelle mouche a donc piqué Emmanuel Macron et Edouard Philippe pour se lancer dans une telle confrontation ?

Le MEDEF (organisation patronale) n'est peut-être pas étranger à cette affaire : il n'a jamais accepté que la classe ouvrière lui ait imposé en 1945, ce système de Sécurité sociale par répartition qui au départ échappait à son pouvoir et dont la masse des cotisations, salaire socialisé et mutualisé est reversée chaque jour en prestations sociales, au lendemain de son encaissement, échappant ainsi aux circuits et la spéculation financières.

Depuis les années cinquante, le MEDEF n'a eu de cesse de miner les fondements de ce système universel de base couvrant les risques maladie, invalidité, décès, maternité, Accidents du travail et maladies professionnelles, famille et vieillesse.

Cette fois, le gouvernement nous demande ni plus ni moins « de travailler plus longtemps pour gagner moins » avec un âge de départ à 64 ans et un calcul de retraite par points, dans une enveloppe budgétaire de 14 % et un calcul de pension assis sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les 25 meilleures années. Enfin, le système par points proposé, outre qu'il individualise le calcul des pensions, est ainsi ouvert à toutes les manipulations budgétaires, ouvrant la porte au compléments d'assurance retraite par capitalisation pour les seuls assurés ayant la capacité financière de se la constituer.

Les français ont compris, c'est pourquoi ils sont en colère et, en majorité, soutiennent les grévistes et participent aux manifestations. La mise en cause de notre système retraite est l'étincelle qui met le feu à

toute la plaine de l'accumulation des mesures antisociales du gouvernement et du pouvoir envers les travailleurs.

Le combat est difficile. Certains travailleurs ne peuvent faire grève avec la menace du licenciement, les dernières lois travail ayant assoupli la protection des salariés en cas de licenciement injustifié.

Certaines organisations syndicales approuvent le choix de la retraite par points, tout en s'opposant à l'allongement de la durée du travail...

Ce mouvement social a donc besoin de notre soutien en tant que PGE.

Il exige aussi que les partis de gauche s'unissent non seulement pour soutenir le mouvement, pour exiger ensemble l'abandon du projet, mais aussi pour proposer une alternative crédible pour l'amélioration du système d'assurance retraite.

Je vous remercie.